



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 18 juin 2025

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES DE CLERE

La Paguerie- La Brardiere
49560 Cléré-sur-Layon

Références : 2025-265_INSP_RAP_SB_CARRIERES DE CLERE
Code AIOT : 0006300376

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2025 dans l'établissement CARRIERES DE CLERE implanté La Paguerie- La Brardiere 49560 Cléré-sur-Layon. L'inspection a été annoncée le 29/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées et de l'action régionale concernant les installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES DE CLÉRÉ
- La Paguerie- La Brardiere 49560 Cléré-sur-Layon
- Code AIOT : 0006300376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par les arrêtés préfectoraux modifiés du 23 novembre 1999 et du 07 août 2008 jusqu'en 2029. Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de roches massives (diorites et schistes) et de ses installations connexes situées à Cléré-sur-Layon. L'autorisation porte sur une surface de près de l'ordre de 77 ha dont près de 55 ha d'extraction pour une production maximale pouvant être portée à 1 million de t/an.

Le site est traversé par le Layon dont le cours a été modifié et remodelé dans le cadre de l'autorisation d'exploiter la carrière.

Une demande environnementale d'autorisation d'exploiter pour une nouvelle durée d'exploitation de 30 ans a été faite le 18 octobre 2024 et est en cours d'instruction.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 1
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Stockage des déchets inertes et des terres non polluées de	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 6	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'exploitation			
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.5	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dépôt de stériles-parcelle A337	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 5	Sans objet
2	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 8	Sans objet
5	Banquette et Front	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.3	Sans objet
6	Emprise d'extraction	Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 4	Sans objet
7	Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.5.4	Sans objet
8	Contrôles des effets des tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.3	Sans objet
9	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constatations faites conduisent à demander deux actions correctives. Une relative au suivi des quantités de déchets d'extraction et la seconde sur l'extension du contrôle électrique à l'ensemble des installations électriques. La portée du contrôle annuel des installations électriques fait par l'exploitant présente des limites. Il est demandé à l'exploitant de l'étendre à l'ensemble des installations électriques en procédant à arrêt et/ou la coupure de l'alimentation électrique des équipements nécessaires. L'inspection des installations classées note qu'il y a très peu d'observations formulées dans les rapports de vérifications électriques réalisés et qu'elles sont traitées rapidement par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépôt de stériles-parcelle A337

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 5
Thème(s) : Autre, Dépôt de stériles - parcelle A337
Prescription contrôlée :
Les dispositions de l'article 3-1-3 de l'arrêté préfectoral D3-99 n°1421 du 23 novembre 1999 sont complétées par les dispositions suivantes :
Le stockage de stériles d'exploitation est autorisé sur une partie de la parcelle A337 du plan cadastral de la commune de Cléré-sur-Layon n'excédant pas 1 ha 28a 62 ca.
La hauteur de stockage de stériles n'y excède pas 10 m de haut et ne dépasse pas la cote de

105,5 m NGF.

La quantité de stériles stockés dans cette zone n'excède pas 100 000 m³. [...]

Constats :

Le stockage de stériles d'exploitation autorisé sur une partie de la parcelle A337 se poursuit et n'excède pas 1 ha 28a 62 ca.

D'après les indications figurant sur le plan d'exploitation (du 07/01/2025), la hauteur de ce stockage (stockage D) n'excède pas 10 m de haut et ne dépasse pas la cote de 105,5 m NGF (environ 104,8 mNGF selon le plan). Le volume présent est inférieur à 100 000 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 8

Thème(s) : Autre, Plan de gestion des déchets d'extraction

Prescription contrôlée :

Le plan de gestion des déchets d'extraction prévu à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé est actualisé et transmis au préfet dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

Constats :

Le plan de gestion des déchets d'extraction actualisé a été transmis au préfet en mars 2023. Seul le stockage D est actif. Les stockages A et C (à l'est et à l'ouest) sont dans leur configuration définitive. Ils ne font plus l'objet d'apports et sont végétalisés (reprise spontanée). Une partie du stockage C est pâturé par des bovins. Le stockage B est arrivé à saturation. Il a été constaté que des stocks conséquents de matériaux produits par la carrière (co-produits dont la commercialisation est difficile) y sont entreposés sur une hauteur évaluée à près de 6 m, au-dessus de la cote maximale de stockage de stériles.

Pour mémoire, le dossier de demande d'autorisation environnementale d'exploiter actuellement en cours d'instruction, comporte une nouvelle version de plan de gestion des déchets d'extraction et prévoit une extension du stockage des déchets d'extraction vers le sud.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage des déchets inertes et des terres non polluées de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 6

Thème(s) : Autre, Stockage des déchets inertes et des terres non polluées de l'exploitation

Prescription contrôlée :

Les installations de stockage de déchets inertes et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts. Leur pente ne peut excéder 30° sur l'horizontal.

L'exploitant procède mensuellement à une inspection de la stabilité des dépôts en vue de détecter les glissements ou effondrement de matériaux. La fréquence sera renforcée en fonction des conditions météorologiques (fortes pluies,...).

Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations.

[...]

Constats :

De visu, l'inspection des installations classées constate que les stockages de déchets inertes ne présentent pas d'instabilité physique et ne font pas apparaître de pollution (pas d'acidification des eaux, ni de MES).

L'exploitant assure le suivi volumétrique des quantités entreposées lors de l'actualisation au moins annuelle du plan topographique d'exploitation.

Les déchets sont pour l'essentiel des stériles d'extraction et de traitement des matériaux. En complément et dans une bien moindre mesure, des boues de curage des différents bassins du site.

Excepté le suivi volumétrique susmentionné, l'exploitant n'a pas de suivi des quantités et des caractéristiques par type de matériaux stockés (stériles d'extraction, stériles de traitement, boues,...).

Il n'y a pas eu d'apports de déchets inertes extérieurs sur le site selon les indications de l'exploitant et il n'en a pas été identifié lors de l'inspection.

L'exploitant veille au maintien de la stabilité des dépôts, leur pente (stocks B et D) est de l'ordre de 30° sur l'horizontal selon les informations figurants sur le plan d'exploitation (au plus 32°). Rappelons que la stabilité géotechnique est réexaminée dans le cadre du dossier en cours d'instruction. Lors de l'inspection, il a par ailleurs été rappelé à l'exploitant que les emprises des stocks A et C, comme l'ensemble des emprises de secteurs actuels qui ne seront pas repris dans le périmètre futur devront faire l'objet d'un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation ad'hoc prévus notamment dans le cadre d'une mise à l'arrêt définitif.

L'exploitant a indiqué que le chef de carrière procède mensuellement à une inspection des stocks de stériles. Un registre renseigné, de surveillance des stocks de stériles a été présenté lors de l'inspection. Les indications renseignées sont relativement limitées (« RAS ») en l'absence d'élément particulier à signaler. Aucun secteur d'instabilité ou d'effondrement n'a été identifié lors de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés dans les zones de stockage des déchets d'extraction inertes doit être amélioré pour connaître les quantités par type de matériaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.3.5

Thème(s) : Autre, Installations électriques

Prescription contrôlée :

Les installations électriques respectent les dispositions du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants

électriques. Les adjonctions, modifications, réparations et entretiens des installations électriques sont exécutés dans les mêmes conditions par un personnel qualifié, avec un matériel approprié.

A l'intérieur des zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, le matériel électrique est réduit au strict besoin de fonctionnement des installations. Il respecte les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980. Ces zones sont repérées sur un plan régulièrement mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation. Toutes les structures et tous les appareils comportant des masses métalliques sont reliés par des liaisons équipotentielles et mis à la terre. Les dispositifs de

prise de terre sont conformes aux normes en vigueur.

Constats :

a) Fréquence de vérification

A la demande de l'inspection des installations classées, préalablement à l'inspection, l'exploitant a communiqué les deux derniers rapports de contrôle des installations électriques et les documents Q18 associés.

Il s'agit de documents faits par la société Bureau Veritas suite aux vérifications effectuées par cet organisme du 03/05/2023 au 04/05/2023 et du 04/10/2024 au 07/10/2024.

b) Limitations du rapport

Les rapports mentionnent des indications relatives aux limites d'intervention des contrôles annuels.

- Rapport de 2023 indique :
- page 5/19 - Installations vérifiées : Ensemble des installations accessibles et présentées ;
- page 6/19 - Éléments de l'installation non vérifiables : une liste de 7 éléments est fournie (incluant notamment au concasseur primaire 01, le tunnel d'extraction pré-stock et des postes HT) ;
- page 8/19 - Le rapport précise concernant les conditions de mise hors tension que :
- « En Haute Tension : Du fait des impératifs d'exploitation, le client n'a pas effectué la mise hors tension des installations en haute tension. De ce fait, nous n'avons pas pu vérifier l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés. »
- « En Basse Tension : Du fait des impératifs d'exploitation du client, celui-ci ne nous a permis d'effectuer la mise hors tension que sur une partie des installations en basse tension. De ce fait, les dispositifs différentiels résiduels ont été testés partiellement. »
- Rapport de 2024 indique :
- page 6/20 - Installations vérifiées : Ensemble des installations accessibles et présentées ;
- page 7/20 - Éléments de l'installation non vérifiables : une liste de 7 éléments est fournie (incluant notamment au concasseur primaire 01, le tunnel d'extraction pré-stock et des postes HT) ;
- page 9/20 - Le rapport précise concernant les conditions de mise hors tension que :
- « En Haute Tension : Du fait des impératifs d'exploitation, le client n'a pas effectué la mise hors tension des installations en haute tension. De ce fait, nous n'avons pas pu vérifier l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés. »
- « En Basse Tension : Du fait des impératifs d'exploitation du client, celui-ci ne nous a permis d'effectuer la mise hors tension que sur une partie des installations en basse tension. De ce fait, les dispositifs différentiels résiduels ont été testés partiellement. »

Questionné par l'inspection des installations classées sur la réalisation de contrôles complémentaires pour couvrir l'ensemble des installations électriques non-vérifiées, l'exploitant a indiqué qu'il n'en a pas été fait. Une coupure complète des installations ne pourrait s'envisager qu'en toute fin d'année 2025 (à priori le 22/12/2025).

L'exploitant a de plus indiqué qu'aucune partie des installations n'était concernée par le risque d'explosion (absence de zones ATEX).

Compte tenu des limites susmentionnées, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la conformité électrique de l'ensemble des installations électriques.

c) Plan d'action

L'exploitant n'a pas présenté de plan d'action, notamment suite aux contrôles. L'exploitant a néanmoins rappelé que le responsable de la maintenance électrique accompagne le contrôleur (les rapports de vérification le précisent). Ce dernier engage les actions pour traiter les observations. Des annotations sont portées dans le rapport de contrôle suite au traitement des observations. Au regard de ces annotations, les 4 observations figurant dans le rapport du 08/10/2024 (dont 3 nouvelles) ont été traitées en octobre 2024.

d) Contrôle par thermographie

Questionné par l'inspection des installations classées sur la réalisation d'un contrôle par

thermographie (contrôle non obligatoire) préalablement à l'inspection, l'exploitant a communiqué un rapport de contrôle par thermographie infrarouge fait en 2024 et le document Q19 associé.

Il s'agit de documents faits par la société Bureau Veritas suite aux vérifications effectuées par cet organisme le 06/12/2024.

Le rapport identifie 2 anomalies (une de priorité 1 et une de priorité 2, en raison de températures anormales).

Des annotations indiquant le traitement de ces anomalies, le 12/12/2024 par le responsable de la maintenance électrique figurent dans le rapport de contrôle par thermographie.

e) Zones ATEX

Comme déjà précisé, l'exploitant a indiqué qu'il n'existait pas de zones ATEX dans ses installations. Excepté très ponctuellement, les activités n'utilisent pas de gaz inflammables et il n'y a pas d'atelier de charge de batteries.

f) Vérifications in-situ

Il n'a pas été identifié de dépôts poussières, de fils dénudés ou d'anomalies particulières dans les armoires ouvertes (sous le concasseur primaire-AR PR01 3, sur le parcours du convoyeur entre le stock pile et les installations au sud du Layon-ARPRIMAIRE 1), ni au niveau des installations parcourues lors de la visite. L'inspection des installations classées rappelle de plus que les poussières présentes dans l'établissement sont minérales (non combustibles).

Il a été constaté que les 2 équipements ayant fait l'objet des anomalies identifiées par le contrôle thermographique ont été remplacés par comparaison des photos des équipements avant traitement des non-conformités et de la situation constatée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Vu les constats (cf. §b), l'exploitant doit justifier de la conformité électrique de l'ensemble des installations électriques. L'exploitant doit programmer un contrôle complémentaire pour s'assurer de la conformité électrique de l'ensemble des installations.

Ces éléments doivent être adressés à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Banquette et Front

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 2.4.5.3

Thème(s) : Autre, Banquette et Front

Prescription contrôlée :

Une banquette doit être aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur qui ne pourra être inférieure

à 5 m sera déterminée par l'exploitant en fonction de l'évaluation des risques prévue dans le document de sécurité et de santé établie conformément au règlement général des industries extractives.

L'extraction est réalisée à ciel ouvert en fouille sèche, par gradins successifs de 15 mètres de hauteur maximale sur une épaisseur moyenne de gisement de 90 mètres.

Constats :

Pour chacun des gradins créés postérieurement à l'arrêté, une banquette est aménagée au pied et sa largeur est estimée à minima à 5 m selon le plan d'exploitation.

L'extraction se poursuit à ciel ouvert en fouille sèche, par gradins successifs de 15 mètres de hauteur maximale sur une hauteur de l'ordre de 90 mètres répartie en 7 paliers. Certains fronts historiques de l'ordre de 20 m où l'extraction est en cours sont recoupés à 15 m ou moins.

En outre le point bas de l'excavation, autour du puisard d'exhaure est à une cote de l'ordre de 10,7 mNGF, conforme à la cote minimale de 10 m NGF fixée à l'article 2.4.5.2 de l'AP du 07/08/2008.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Emprise d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2016, article 4

Thème(s) : Autre, Emprise d'extraction

Prescription contrôlée :

Dans l'emprise autorisée par l'arrêté préfectoral D3-99 n°1421 du 23 novembre 1999, seules celles figurant dans le tableau suivant font l'objet d'extraction de matériaux sous la cote de +40 mNGF :

Emprise approfondie - Section A, Parcelles concernées (p : pour Partie) Numéros 248, 249, 250, 251p, 272p, 273, 274, 332p, prise. A 439, 485p, 486p, 492p, 494, 503p, 504p, 505p et 507p

Surface 48751m²

Les parcelles figurant dans le tableau suivant ne font l'objet d'aucune extraction :

Emprise d'extraction renoncées - section A, Parcelle concernée (p : pour Partie) Numéros 226, 227, 232p, 233, 234, 235 et 579p - Surface 56 094 m²

Constats :

L'extraction est conduite aux emplacements prescrits et il n'y a pas d'extraction sur les parcelles renoncées qui sont listées.

Pour information, l'exploitation de ces parcelles est projetée dans le cadre du dossier de demande d'autorisation environnementale d'exploiter actuellement en cours d'instruction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôles des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 3 mois suivant la mise en service des installations, et lors de chaque installation d'un nouvel équipement bruyant l'exploitant fait procéder, par une personne ou un organisme qualifié, à une campagne de mesures des niveaux sonores et des émergences représentatifs de l'activité du site. Ce contrôle vise à vérifier le respect des valeurs limites précédentes

L'exploitant s'assure au moins une fois tous les ans du respect des valeurs limites des niveaux sonores et des émergences.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les émergences sont contrôlées au niveau des habitations les plus proches des points de mesures des niveaux sonores (sauf à la Brardière).

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de mesures de bruit de septembre 2024 (fait par Géoscop). Les mesures sont faites par la méthode dite « d'expertise » aux différents emplacements prescrits (sauf un point). L'ensemble des résultats (sauf un point) est conforme (émergences sonores et niveau en limite de site).

Concernant le point de mesure en limite de site en regard du lieu-dit « Les Jards », un dépassement du niveau sonore de 10,5 dB(A) est identifié. Le prestataire a toutefois fait la mesure depuis l'intérieur de la carrière, au sein de la centrale d'enrobage de la société PRL et non depuis l'extérieur du site au sud du merlon périphérique.

L'exploitant a présenté un rapport de mesures complémentaires de janvier 2025 concernant ce point de mesure, en limite extérieure de la carrière. Le résultat (LAeq = 39,5 dB(A) et L50 = 31 dB(A))

est inférieur à la valeur maximale autorisée et donc conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôles des effets des tirs de mines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2008, article 3.6.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des effets des tirs de mines

Prescription contrôlée :

Chaque tir d'abattage doit donner lieu à des mesures de vibrations. L'appareillage utilisé doit permettre la détection, la mesure et l'enregistrement, pendant toute la durée du tir et au moins 5 secondes après la dernière explosion, de la vitesse particulaire en fonction du temps de 1 mm/s à 50 mm/s dans une gamme de fréquences s'étendant de 2 à 100 hertz ainsi que la mesure de la pression acoustique de dB ou en Pa.

Les mesures sont effectuées à des emplacements aménagés à cet effet constitués de plots en béton d'au moins 80 cm de profondeur dans le sol ou aménagés sur le rocher s'il est affleurant ou auprès des habitations les plus proches (Ferme de la Maison Neuve et La Paguerie).

[...]

Constats :

L'exploitant a confirmé que chaque tir de mines donne lieu à un suivi des vibrations et de la pression acoustique.

A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par courriel, postérieurement à l'inspection, le registre de suivi récapitulatif des tirs de 2025 ainsi que les enregistrements de l'appareil de mesures pour les 3 derniers tirs.

Selon le registre, à la date de l'inspection, 14 tirs avaient été faits en 2025. L'ensemble des résultats des mesures de vibrations présenté est inférieur à 10 mm/s et donc conforme (vitesse particulaire pondérée maximale mesurée de 3,14 mm/s le 07/01/2025). Il en est de même concernant les mesures de la pression acoustique qui sont inférieures à 120 dB (maximum de 118 dB le 09/04/2025). L'inspection des installations classées note que pour 3 des 14 tirs, l'appareil de mesures n'a pas déclenché, selon les informations du registre.

Les enregistrements relatifs aux 3 derniers tirs (09/04/2025, 16/04/2025 et 05/05/2025 n'appellent pas d'observation particulière. La vitesse particulaire et la pression acoustique maximale et la pression acoustique maximale (1,55 mm/s et 118 dB) ont été relevées à la Paguerie lors du tir du 09/04/2025, sur le front 2 de ce secteur. Les 2 autres tirs portaient sur le front 6 du secteur Paradis et des mesures faites à la Maison Neuve (vitesse particulaire pondérée maximale mesurée de 0,45 mm/s et pression acoustique maximale de 115,5 dB). L'appareil de mesure (VB0636) a été calibré le 06/01/2025 selon les informations communiquées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Constats :

Le suivi des retombées de poussières dans l'environnement se poursuit de façon semestrielle. L'ensemble des résultats, aussi bien en limite de site qu'au niveau des stations de type b (implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants) est bien inférieur à 500 mg/m²/jour qui est la valeur objectif pour les stations de type b, en moyenne annuelle.

Pour les stations de type (b), la valeur maximale mesurée sur une campagne de mesures en 2024 était de 112 mg/m²/jour.

L'inspection des installations classées a indiqué qu'un léger écart (défavorable à l'exploitant) figurait dans les valeurs portées sur sa déclaration GERE pour le 4^{ème} trimestre 2024, par comparaison au rapport de mesures du prestataire (Géoscop). L'exploitant a précisé qu'il s'agit d'erreur de retranscription, sans conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite